

à l'engagement qu'il a pris envers les soldats canadiens qui sont au front.

Cet honorable député, de même que d'autres de ses collègues de la gauche, trouvent mauvais que quelques soldats, qui étaient sujets britanniques mais avaient résidé pendant quelques années aux Etats-Unis, soient venus en Canada, aient endossé l'uniforme et traversé les mers pour combattre. Ils ne veulent pas que ces soldats votent. Ils étaient pourtant des sujets britanniques demeurant aux Etats-Unis. On leur reproche d'avoir aucun intérêt dans notre pays. Mais est-il juste de dire qu'un homme se désintéresse d'un pays, lorsqu'il risque sa vie pour le défendre? On permet bien à ces sujets britanniques de passer d'un autre pays au Canada pour s'engager dans notre armée et aller défendre le Canada, mais on leur refuse de défendre le pays avec leur bulletin de vote. Nous membres de la droite dans cette Chambre, nous disons que si ces soldats ont jugé bon de traverser les mers et de défendre le Canada avec leur baïonnette, nous devons leur accorder aussi le droit de le défendre avec leur bulletin de vote, et d'empêcher ainsi le pays de tomber entre les mains d'un groupe d'hommes qui ne sont sympathiques ni à l'Angleterre ni aux institutions britanniques, ni à la cause que défendent nos soldats outre-mer.

L'honorable député a aussi fait allusion à la coalition. Je vous demanderai, monsieur l'Orateur, et je demanderai aussi à tous les membres de cette Chambre, et même à toute personne au Canada, s'il était possible de faire plus que n'a fait l'honorable premier ministre du Canada, lorsqu'il a tenté de former un gouvernement de coalition ou d'union? Depuis le commencement de la guerre, le premier ministre a prouvé que son seul souci, sa seule préoccupation, l'unique objectif de ses efforts, c'est le triomphe des Alliés.

Prêt à se sacrifier lui-même, sans aucune ambition personnelle, il a prouvé qu'il ne désirait rien autre chose que le succès de nos efforts dans la conduite de la guerre. Il a fait à l'honorable chef de l'opposition une offre que n'avait jamais faite encore auparavant un chef de gouvernement à un chef d'opposition dans un pays civilisé. Il lui a offert le partage égal des portefeuilles dans le cabinet. Il a essayé de toutes ses forces de faire accepter sa proposition, mais le chef de l'opposition n'a rien voulu écouter. Pourquoi? Parce que le chef de l'opposition et plusieurs de ses amis étaient hostiles à la loi du service militaire obligatoire.

[M. Edwards.]

Le commandant des troupes canadiennes en Europe, le général sir Arthur Currie,— un bon libéral,— a déclaré qu'il lui fallait absolument obtenir des renforts pour maintenir l'éclat que nos soldats ont donné à nos armes sur les champs de bataille de France et des Flandres. Le rédacteur du "Globe", M. Stewart Lyon, correspondant spécial de la presse canadienne en France, un homme qui, il y a quelques mois, était opposé au service obligatoire, mais qui après avoir vu exactement la situation sur le front, s'est convaincu que le seul moyen de venir en aide à nos soldats, c'est d'appliquer le service militaire obligatoire au Canada.

Nous avons aussi le témoignage d'autres personnes, indépendantes des partis politiques, qui, après avoir eu l'occasion de visiter le front, se sont convaincues que le service militaire obligatoire était le seul moyen que nous pouvions adopter pour venir en aide à nos soldats. A l'appui de la prétention que ce service obligatoire est le seul moyen d'envoyer des renforts à nos soldats, vient s'ajouter l'attitude prise par vingt-sept députés libéraux dans cette Chambre, lesquels, par leurs votes et leurs discours, ont désapprouvé l'attitude prise par le chef de l'opposition contre le service obligatoire.

Si les discours de ces honorables députés étaient sincères, et si leurs votes comportent un sens quelconque, ils auraient dû appuyer le bill à l'étude; ils auraient dû approuver le Gouvernement dans tous les efforts qu'il a tentés pour faire adopter le service obligatoire, et voter de façon à maintenir au pouvoir le parti qui veut l'appliquer d'une façon efficace.

Une grande consultation électorale est imminente; la question principale sera celle du service militaire obligatoire. Il n'y en a pas d'autre devant le pays. Il s'agit de savoir si la loi du service obligatoire sera appliquée et si nous pourrions envoyer à nos soldats au front les renforts dont ils ont besoin. Le chef de l'opposition dit qu'il faudrait au moyen d'une élection ou d'un referendum, mettre le corps électoral en lieu de dire s'il approuve le service obligatoire et dans ce cas-là seulement appliquer ce service. Mais quel aurait été le résultat si cette proposition eût été rejetée dans un referendum? Nos soldats n'auraient pas reçu de renforts; c'est la seule conclusion que l'on puisse tirer de son argument. Les femmes du Canada, surtout celles qui ont des parents à l'armée, en sont bien convaincues.

Plusieurs députés de la gauche ont dit que l'objectif visé par le Gouvernement en